

Au Sri Lanka, la réforme sabotée de l'agriculture bio

L'interdiction totale des engrais et pesticides chimiques, imposée sans calendrier ni méthode, a viré au fiasco

REPORTAGE

ANURADHAPURA (SRI LANKA) -
envoyée spéciale

Yanaka Lal Weerasinghe a les deux pieds dans la vase, un sac de riz sous le bras. Depuis le lever du jour, il disperse dans ses parcelles gorgées d'eau ces précieux grains. La deuxième saison des semences de riz a débuté mi-avril au Sri Lanka. Les deux précédentes récoltes ont laissé un goût amer à ce paysan de 61 ans qui vit à Mihintale, près d'Anuradhapura, dans le nord de l'île. Les rendements ont été faibles. L'homme est pauvre et il n'est pas sûr que le temple sacré, révérend des bouddhistes et qui domine la colline, lui apporte un quelconque soutien.

Comme tous les paysans de l'île de l'océan Indien, Yanaka s'est levé un matin avec l'impression que le ciel lui était tombé sur la tête. C'était le 27 avril 2021, le président de la République, Gotabaya Rajapaksa, accusé d'avoir précipité la faillite du pays, venait d'annoncer qu'il interdisait toute importation d'engrais et de pesticides chimiques et ordonnait d'utiliser des biofertilisants locaux pour faire de la nation insulaire le premier pays au monde à pratiquer une agriculture exclusivement biologique.

Une décision a effet immédiat qui n'a laissé aucun répit pour les paysans. Une fois les stocks d'intrants épuisés, Yanaka, qui n'a reçu aucune formation, s'en est remis à la bonne volonté de la nature pour aider son riz à pousser et donner une bonne récolte. Il n'y a pas eu de miracle. Sa production a chuté et ses maigres revenus, aussi.

Moins d'activité

Les conséquences de la réforme ont été considérables pour les 2 millions de Sri Lankais, 25 % de la population active, qui sont engagés dans des activités agricoles, en particulier dans la production rizicole, l'une des principales cultures céréalières de l'île, avec plus de 700 000 hectares. Le riz est l'aliment de base, il fournit près de la moitié des calories totales et 40 % des besoins totaux en protéines de la population du Sri Lanka.

Une autre ressource a également été durement éprouvée : la production de thé, stratégique pour le pays. Le thé sri-lankais, prisé dans le monde entier pour son arôme subtil dû à sa culture sous trois altitudes différentes, représente 12 % des exportations – pour 1,2 milliard de dollars (1,14 milliard d'euros) en 2020 – et emploie plus de 1 million de personnes. Le pays compte six cents fabriques.

Dans les montagnes, au-dessus de Kandy, dans le centre de l'île, Sebastian Retty est à la tête de l'une d'elles, Orange Field Tea Factory, créée en 1917 à Gampola et gérée par sa famille depuis les années 1950. L'homme, voix rocailleuse et fine moustache, reçoit dans la maison familiale à deux pas de l'usine. Il ne possède pas lui-même de terres, mais produit un thé noir, à partir des feuilles d'un millier de petits producteurs locaux qui détiennent en moyenne 2 hectares. La fabrique et ses soixante-dix salariés délivrent 650 000 kg de thé par an, d'une couleur orange, au parfum raffiné.

Lorsque l'interdiction des intrants chimiques a été décrétée, il restait des stocks d'engrais achetés par la fabrique. « Nous les avons donc distribués à tous les agriculteurs », raconte Sebastian Retty. « Ça nous a permis de tenir. » Une chance, dit-il, car ailleurs, la majorité des producteurs n'avaient pas de réserves.

En octobre 2021, après des récoltes difficiles, les paysans ont



Dans une rizière, à Anuradhapura, au Sri Lanka, le 13 avril. ABDUL HALIK AZEEZ POUR « LE MONDE »



été les premiers Sri-Lankais à protester contre les frères Rajapaksa, le président et le premier ministre. Un mois plus tard, en novembre, face au désastre et au risque d'extension du conflit, le gouvernement autorisait de nouveau l'usage et l'importation d'engrais et de pesticides chimiques. La levée de l'interdiction est intervenue alors que la situation économique de l'île s'était encore aggravée. Le prix des engrais est devenu inabordable pour les paysans, comme celui du carburant pour acheminer les cargaisons de thé vendues aux enchères de Colombo.

« Le prix d'un paquet d'engrais est de 17 000 roupies [environ 45 euros] pour 50 kg. Il était de 3 500 roupies [9 euros] l'année dernière », détaille Sebastian Retty. « Nous ne pouvons pas répercuter ce coût auprès de la ferme. On nous a proposé des engrais organiques, mais aucun agriculteur n'en a voulu car ils ont besoin d'azote pour faire pousser le thé et avoir de bons rendements pour supporter l'augmentation incroyablement du coût de la vie au Sri Lanka. Or, pour favoriser la croissance des feuilles de thé, il faut des engrais chimiques. Si vous appliquez des engrais organiques, le rendement sera très faible. »

Entre novembre 2021 et février 2022, 81 500 tonnes de thé ont été produites dans l'île, soit une baisse de près de 18 % par rapport à la même période un an plus tôt, le plus bas niveau depuis 1999. Les recettes sont tombées à 287 millions de dollars au premier trimestre 2022, contre

338 millions de dollars un an auparavant. « L'industrie du thé risque de s'effondrer, pronostique Sebastian Retty, car l'augmentation des prix n'est plus soutenable. Notre priorité, c'est de payer les travailleurs et les agriculteurs, mais il est impossible de compenser l'inflation. Tout a augmenté, le diesel, les matériaux d'emballage, l'électricité. »

L'ensemble de la chaîne souffre, du distributeur aux ramasseuses de thé, payées à la journée, comme Minama, 60 ans. Courbée en front, un sac en tissu accroché au dos, elle cueille à la main les feuilles puis les jette dans son dos. Elle est payée 800 roupies (2,10 euros) par jour. S'il n'y a pas de feuilles à ramasser, elle reste à la maison, sans compensation. « Nous avons beaucoup moins d'activité à cause de la baisse des engrais », se plaint-elle.

Baisse du rendement

Dans les rizières, la situation n'est pas meilleure. Les rendements ont chuté à 2,92 millions de tonnes en 2021-2022, contre 3,39 millions l'année précédente. Le pays, qui était autosuffisant, est désormais menacé par l'insécurité alimentaire et doit importer.

Le président de la République a lui-même saboté sa propre réforme, mettant en œuvre sa révolution agricole pour de mauvaises raisons, sans méthode ni calendrier. En avril 2021, le pays est en proie à la crise économique la plus grave qu'il ait connue depuis son indépendance. Le Sri Lanka, en raison de son insularité, est fortement dépendant de l'extérieur et importe chaque mois des biens payés en dollars. Or, l'Etat n'a quasiment plus de billets

« L'industrie du thé risque de s'effondrer car l'augmentation des prix n'est plus soutenable »

SEBASTIAN RETTY
patron d'une fabrique de thé à Kandy

verts et l'essentiel de ses réserves de change passe dans le remboursement de la dette extérieure, 35 milliards de dollars. Les revenus du tourisme, qui permettaient de faire face, ont fondu avec la crise du Covid-19. L'importation d'engrais représente à elle seule 400 millions de dollars par an. Le gouvernement n'hésite pas : il décide de couper le robinet et interdit leur utilisation.

« Le gouvernement a été incapable d'écouter les experts. Toutes les décisions ont été prises à la table familiale des Rajapaksa, sans consultation », tempête le député Aturaliye Rathana Thero, un moine bouddhiste, militant d'une agriculture durable. Sur le plan financier, l'opération s'avère catastrophique. Pour aider les agriculteurs, le gouvernement a dépensé 350 millions de dollars. Ces aides n'ont pas compensé les dommages, mais elles ont un peu plus creusé le déficit de l'Etat.

La transition vers une production biologique figurait dans le programme du candidat Rajapaksa lors de sa campagne pour l'élection présidentielle en 2019, mais il avait proposé alors de mettre en œuvre la réforme sur dix ans. Ordonnée brutalement, l'opération était vouée à l'échec. Il faut au minimum trois à cinq ans pour convertir un agriculteur, lui apprendre les techniques indispensables pour préparer son compost, lutter contre les ravageurs avec des méthodes naturelles, etc. A l'échelle d'un pays, dix à quinze ans sont nécessaires. Le Bhoutan, qui a annoncé en 2012, lors de la Conférence des Nations unies sur le développement durable de Rio, sa volonté de passer progressivement à une agriculture entièrement biologique, n'a pas encore atteint son objectif. Et pourtant, la taille du royaume himalayen est modeste – le pays ne compte que 700 000 habitants, 3 % de terres cultivées, comparativement aux 22 millions d'habitants du Sri Lanka.

Les lobbys des engrais se sont engouffrés dans le fiasco du Sri Lanka pour dénoncer l'inéptie de l'agriculture biologique à grande échelle. Le président Gotabaya Rajapaksa avait pourtant posé le bon diagnostic. Dans l'avis publié

Le pays, qui était autosuffisant, est désormais menacé par l'insécurité alimentaire et doit importer

au journal officiel, il est noté que l'utilisation d'engrais et de produits agrochimiques, aussi productive soit-elle, a entraîné une « contamination des lacs, des canaux et des rivières », ainsi que la propagation de pathologies non transmissibles telles que les « maladies rénales », liées à la contamination des eaux souterraines.

Pendant des années, à partir de la révolution verte mise en place en 1965, les paysans ont été encouragés à utiliser massivement des variétés de riz à haut rendement et des produits chimiques, engrais et pesticides, subventionnés par le gouvernement. La production de riz a triplé en quelques années. Le Sri Lanka est devenu le quatrième exportateur de thé au monde.

Insuffisance rénale

Les conséquences sur la santé sont apparues trois décennies plus tard, au milieu des années 1990, lorsque les hôpitaux de la province du Centre-Nord, vers Anuradhapura, la principale région agricole du pays, ont commencé à signaler une incidence anormalement élevée d'insuffisance rénale chronique. Les causes de cette maladie dans le monde sont généralement attribuées au diabète et à l'hypertension, mais dans le cas du Sri Lanka, elle se caractérise par l'absence de causes identifiées. On parle de « maladie rénale chronique d'étiologie inconnue ».

Au cours des deux décennies suivantes, elle a pris des proportions épidémiques chez les agriculteurs et les habitants des zones agricoles, devenant l'une des principales causes de décès dans la région. De multiples études ont été lancées, notamment par le ministère de la santé et l'Organi-

sation mondiale de la santé, pour tenter de déterminer les causes.

Nadeesha Nishanthi est néphrologue dans deux hôpitaux du Nord, qui comptent mille malades. Elle a cent patients sous dialyse à Vavuniya et cent vingt patients à Padaviya. « Plus de la moitié des malades sont des agriculteurs », témoigne la spécialiste. Parmi eux, Nagarasa Susantha, 47 ans, ancien riziculteur. Raccordé à l'une des douze machines disponibles dans l'unité de Vavuniya, il raconte son calvaire : « J'ai utilisé pendant quinze ans du glyphosate dans mes rizières pour lutter contre les mauvaises herbes. Je suis malade depuis trois ans. » Le glyphosate produit par Monsanto a été interdit en 2014 au Sri Lanka par Mahinda Rajapaksa, à l'époque président de la République, en raison du lien présumé entre son utilisation et les maladies chroniques du rein d'origine inconnue.

Une étude venait alors d'être publiée dans la revue *International Journal of Environmental Research and Public Health*, mettant au jour le rôle du glyphosate, principal composé du Roundup, l'herbicide le plus utilisé dans la zone endémique. Les chercheurs avaient montré que, combiné à l'eau dure contenant des métaux lourds, comme le cadmium, le glyphosate devient toxique pour le rein.

Une autre publication scientifique, en août 2019 dans *BPC Nephrology*, portant sur 30 566 patients diagnostiqués dans onze hôpitaux de la province du Centre-Nord entre 2003 et 2017, principalement des agriculteurs et des réservoirs d'irrigation, pointe aussi le rôle des pesticides. « Le fait que les agriculteurs soient plus touchés peut s'expliquer par une plus grande exposition aux agents étiologiques tels que les pesticides », écrivent les auteurs. Une fois la maladie installée, les patients n'ont aucune chance de guérison. La seule alternative à la dialyse est la transplantation rénale. Le renoncement à la réforme risque d'allonger un peu plus la liste des malades et des morts. ■

SOPHIE LANDRIN